

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article3065>



# Une reprise sous pression, des personnels en tension ! Les néolibéraux aux aguets : à nous d'imposer notre jour



Publication date: samedi 9 mai 2020  
**d'après !**

- Actualités -

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Le déconfinement annoncé par E Macron aurait pu être un événement réjouissant, heureux pour des millions de personnes confinées, pour des travailleur·euses soumis·es à une pression énorme au travail depuis plusieurs semaines. Il n'en est rien car l'argument premier n'est pas la santé mais l'économie pour répondre aux desiderata du MEDEF, des actionnaires et des bourses. En rouvrant les écoles et collèges remplis d'élèves a-symptomatiques, le gouvernement fait le choix autoritaire de pousser les parents à retourner à leur poste de travail sans que les conditions sanitaires soient clairement réunies. S'appuyer sur des nombres de décès, de réanimations à la baisse ne suffit pas car même si la baisse de ces courbes est légitimement espérée, plusieurs modélisations de l'épidémie montrent que compte tenu de l'insuffisance des mesures prises par le gouvernement, il est probable que nous soyons confronté·es à une seconde vague. Ce choix politique est profondément cynique : sans le dire, sans le mettre en débat, Macron et son gouvernement jouent la carte de l'immunité collective, avec des mesures juste assez contraignantes pour que cette deuxième vague soit suffisamment étalée et n'engorge pas les services hospitaliers.

Ce déconfinement ne marque pas non plus une pause dans la politique de démantèlement du service public d'Education par JM Blanquer. On a même le sentiment nauséeux de le voir profiter de la crise pour mettre en place son École de l'après. Ses déclarations prônant le numérique, le distanciel sont un réel danger pour une école construite dans un cadre collectif émancipateur. La prétendue attention aux élèves en situation de décrochage et issus.es des quartiers défavorisés est démentie par une politique de suppressions de postes, des réseaux d'aide et de casse de l'Education Prioritaire. Le projet d'une École à deux vitesses : l'une des apprentissages fondamentaux pour les pauvres, l'autre ouverte sur le monde pour les riches, n'a jamais été aussi près de sortir des cartons de Grenelle. Les déclarations ministérielles sur la prépondérance de la direction d'école et le rôle essentiel des maires dont certain·es modifient les rythmes scolaires sous couvert de crise sanitaire sont aussi à prendre en considération car cela n'augure rien de bon pour un service public d'éducation nationale. Il est de notre responsabilité de nous opposer à cette École, de défendre sa démocratisation et de revendiquer un service public d'Education fort.

Cette question des services publics renforcés doit être une évidence à la sortie de la crise sanitaire. Il est de notre responsabilité syndicale de travailler avec nos partenaires syndicaux, les associations, les partis, à un après qui ne ressemble en rien à l'avant. Le monde d'après doit inclure la transition écologique, le rétablissement des libertés, l'émancipation des peuples, contre l'évasion fiscale, toutes les formes de repli sur soi, d'autocratie, de nationalisme politique... Réfléchissons collectivement aux modalités de sa mise en oeuvre.